



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

N° 2021 - 004

**Prestations de nettoyage et d'entretien de bâtiments
sportifs communaux**

CCAP

(commun à tous les lots)

MAIRIE DE VIAS
6 Place des Arènes
34450 VIAS

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat	5
1.3 - Consommables et développement durable	5
2 - Pièces contractuelles	5
3 - Confidentialité et mesures de sécurité	5
4 - Protection des données à caractère personnel	5
4.1 - Description du traitement de données à caractère personnel	6
4.2 - Obligations du titulaire	6
4.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire	6
4.2.2 - Droit d'information des personnes concernées	6
4.2.3 - Exercice des droits des personnes	6
4.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel	6
4.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations ...	7
4.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel	7
4.2.7 - Sort des données	7
4.2.8 - Délégué à la protection des données	7
4.2.9 - Registre des catégories d'activités de traitement	7
4.2.10 - Documentation	8
4.3 - Obligations de l'acheteur	8
5 - Durée et délais d'exécution	8
5.1 - Durée du contrat	8
5.2 - Reconduction	8
6 - Prix	8
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	8
6.1.1 - Prix forfaitaires :	8
6.1.2 - Prestations ponctuelles :	9
6.2 - Modalités de variation des prix	9
7 - Garanties Financières	9
8 - Avance	9
8.1 - Conditions de versement et de remboursement	9
8.2 - Garanties financières de l'avance	10
9 - Modalités de règlement des comptes	10
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	10
9.2 - Présentation des demandes de paiement	10
9.3 - Délai global de paiement	11
9.4 - Paiement des cotraitants	11
9.5 - Paiement des sous-traitants	11
10 - Conditions d'exécution des prestations	11
10.1 Cadre d'intervention	11
10.2 Etat des lieux	11
10.3 Prestations	11
10.4 Locaux mis à la disposition du titulaire	12
10.5 Règles de sécurité	12
10.6 Obligation de discrétion	13
11 - Constatation de l'exécution des prestations	13
11.1 - Vérifications	13
11.2 - Décision après vérification	13
12 - Garantie des prestations	13

13 - Pénalités	14
13.1 - Pénalités de retard.....	14
13.2 - Pénalité pour travail dissimulé	14
14 - Responsabilité du titulaire	14
15 - Assurances	15
16 - Résiliation du contrat.....	15
16.1 - Conditions de résiliation	15
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	15
16 - Règlement des litiges et langues	15
17 - Dérogations	15

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent la réalisation de prestations de nettoyage et d'entretien de la Halle des Sports Jean RAYNAUD et du gymnase Victor BERNADO (lot 1), ainsi que la prestation d'entretien et de nettoyage de la vitrerie de la Halle des Sports Jean RAYNAUD (lot 2) de la Commune de Vias, avec obligation de résultat.

Le titulaire prendra à sa charge :

- la fourniture des produits d'entretien,
- la fourniture de produits consommables,
- les équipements et matériels nécessaires à l'exécution du marché.

Les prestations comprises dans le présent marché se définissent de la façon suivante :

LOT N° 1 : PRESTATIONS DE NETTOYAGE ET D'ENTRETIEN DES LOCAUX DE LA HALLE DES SPORTS ET DU GYMNASSE :

- Part ferme et forfaitaire liée aux prestations mensuelles et régulières de nettoyage des locaux,
- Part variable : traitée sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande, sans minimum et avec un maximum de 20 000 € HT sur la durée totale du marché.

Cette part variable concerne les prestations sur la base d'un taux horaire pour des prestations ponctuelles. Le présent accord-cadre est mono-attributaire. Il consiste en un contrat conclu entre la Ville de Vias et un seul opérateur économique ayant pour objet d'établir les règles relatives aux bons de commande à émettre au cours d'une période donnée.

Sur le fondement de cet accord-cadre, les futurs bons de commande ont vocation à être conclus sans remise en concurrence, et au fur et à mesure de la survenance des besoins.

LOT N° 2 : PRESTATION DE NETTOYAGE ET D'ENTRETIEN DE LA VITRERIE DE LA HALLE DES SPORTS :

- Part ferme et forfaitaire liée aux prestations mensuelles et régulières de nettoyage des locaux,
- Part variable : traitée sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande, sans minimum et avec un maximum de 5 000 € HT sur la durée totale du marché.

Cette part variable concerne les prestations sur la base d'un taux horaire pour des prestations ponctuelles. Le présent accord-cadre est mono-attributaire. Il consiste en un contrat conclu entre la Ville de Vias et un seul opérateur économique ayant pour objet d'établir les règles relatives aux bons de commande à émettre au cours d'une période donnée.

Sur le fondement de cet accord-cadre, les futurs bons de commande ont vocation à être conclus sans remise en concurrence, et au fur et à mesure de la survenance des besoins.

Lieu(x) d'exécution :

Halle des Sports Jean RAYNAUD, avenue d'Agde - Vias
Gymnase Victor BERNADO, avenue Pierre Castel - Vias.
34450 VIAS

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 2 lots :

Lot(s)	Désignation	Maximum HT part ferme sur la durée totale du marché	Maximum HT part variable sur la durée totale du marché
2021-004-L1	Prestation de nettoyage et d'entretien des locaux de la Halle des Sports et du gymnase	150 000 € HT	20 000 € HT
2021-004-L2	Prestation de nettoyage et d'entretien de la vitrerie de la Halle des Sports	30 000 € HT	5 000 € HT

1.3 - Consommables et développement durable

Le titulaire fournit tous les produits d'entretien, consommables et fournitures nécessaires à l'exécution des prestations.

Ces produits doivent être de première qualité, non corrosifs et adaptés aux surfaces à nettoyer et à entretenir.

Le titulaire fournira dans son offre la liste des produits proposés pour l'exécution du marché. Il devra procéder au nettoyage des locaux à l'aide de produits respectueux de l'environnement et répondant aux exigences de l'écolabel européen ou équivalent.

L'utilisation de produits dangereux doit faire l'objet d'une signalisation apposée sur le lieu de stockage et mentionnant l'utilisation et les précautions d'emploi.

La fourniture d'électricité et d'eau nécessaires à l'exécution des prestations seront assurés gratuitement par le pouvoir adjudicateur.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes,
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF),
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes,
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

4.1 - Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

4.2 - Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur.
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

4.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

4.2.2 - Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données

4.2.3 - Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à : marchespublics@ville-vias.fr

4.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : marchespublics@ville-vias.fr.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

4.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

4.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

4.2.7 - Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

4.2.8 - Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

4.2.9 - Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;

- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

4.2.10 - Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

4.3 - Obligations de l'acheteur

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée du contrat

Le marché est conclu pour une période initiale de 12 mois à compter du 01 septembre 2021. Il est reconduit tacitement jusqu'à son terme.

Le nombre de période de reconduction est fixé à 2. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 36 mois.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

5.2 - Reconduction

Le marché est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 2. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 36 mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 1 mois avant la fin de la durée de validité du marché. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

6.1.1 - Prix forfaitaires :

Le prix forfaitaire s'applique à l'exécution des prestations définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Les prix indiqués dans l'acte d'engagement (et annexes) comprennent toutes les dépenses notamment de main-d'œuvre, fournitures et transports nécessaires, tous les frais généraux, charges sociales ou fiscales et taxes diverses pouvant survenir lors de l'exécution des prestations de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter.

Les prix sont fermes pendant la durée initiale du marché. Ils feront l'objet d'une révision de prix à la date anniversaire du marché.

6.1.2 - Prestations ponctuelles :

Les prestations ponctuelles feront l'objet d'un bon de commande du pouvoir adjudicateur, le montant sera déterminé à partir de devis accepté et ce, au choix du pouvoir adjudicateur. Le devis s'appuiera sur les montant indiqués dans l'acte d'engagement et ses annexes (prestation à la demande).

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de 09/2021 ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

Formules
$C_n = 15.0\% + 85.0\% (001664683 (n) / 001664683 (o))$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

Les index de référence, publié(s) par l'INSEE - Index 010546452 : Nettoyage courant - marché public, sont les suivants :

Code	Libellé
001664683	Indice des prix de vente des services français aux entreprises françaises (BtoB) - Autres services de nettoyage de bâtiment, marché public

7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 - Avance

Une avance pourra être accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, pour les lots suivants :

Lot(s)	Désignation
2021-004-L1	Prestation de nettoyage et d'entretien des locaux de la Halle des Sports et du gymnase

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une caution personnelle et solidaire ou d'une garantie à première demande à concurrence de 100,0 % du montant de l'avance.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

10 - Conditions d'exécution des prestations

10.1 Cadre d'intervention

Les différentes fonctions des bâtiments nécessitent la prise en compte d'un certain nombre de contraintes pour ne pas perturber le fonctionnement normal de l'établissement.

Les horaires effectifs espace par espace, sont définis en relation avec le pouvoir adjudicateur. Cette adaptation ne change pas les conditions financières et administratives du marché.

10.2 Etat des lieux

Le titulaire déclare connaître parfaitement la constitution des locaux et la consistance des matériels et équipements dont il assure le nettoyage, ainsi que les règles de sécurité et de règlements applicables en la matière.

Dans les 15 jours suivant la prise en charge, le titulaire peut présenter ses observations sur l'état des installations qui lui seront confiées. Passé ce délai, seules les réserves indiquées au procès-verbal sont prises en compte. Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des matériels ou équipements est établi au début et à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à laisser, en fin d'exécution du marché, les matériels et locaux en état normal de propreté et d'hygiène.

10.3 Prestations

Les fournitures d'électricité et d'eau nécessaires à l'exécution des prestations seront assurées gratuitement par le pouvoir adjudicateur.

10.4 Locaux mis à la disposition du titulaire

Les locaux mis à la disposition du titulaire ne peuvent être utilisés que pour l'exécution de ce marché. Ils serviront à entreposer le matériel et les produits. Ils pourront également servir de vestiaires pour le personnel du titulaire. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'accès à ces locaux. Le titulaire prendra les locaux dans l'état où ils lui seront remis par le pouvoir adjudicateur, sans pouvoir exercer de recours contre celui-ci, ni faire aucune réclamation pour quelque cause que ce soit.

10.5 Règles de sécurité

Matériels

Les matériels, appartenant au titulaire, utilisés dans le cadre de l'exécution du marché, doivent être tenus en bon état de marché et devront être régulièrement contrôlés ; ils devront rester ou être rendus conformes aux règles de sécurité en vigueur.

Biens

Toutes précautions sont prises pour que l'état des meubles, immeubles, aménagements, machines ne soit pas altéré par les opérations de nettoyage et en particulier par la projection de produits. Le lavage des sols est effectué de façon à éviter le mouillage des boîtiers électriques et l'altération des caractéristiques des sols.

Il est rigoureusement interdit au personnel du titulaire de manipuler pour quelque raison que ce soit, les appareils et matériels se trouvant dans les locaux. Les portes seront fermées et les lampes doivent être éteintes, les alarmes branchées, le cas échéant, dès achèvement des opérations de nettoyage.

Personnels

Le titulaire instruit son personnel sur les règles de sécurité du travail tant générales que particulières. Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance, avant tout commencement d'exécution du marché du règlement intérieur régissant le fonctionnement des bâtiments désignés dans le marché et des consignes de sécurité qui leur sont applicables.

Le personnel du titulaire, et celui de ses éventuels sous-traitants est tenu d'observer les règlements intérieurs et les prescriptions qui en découlent.

Discipline

Le titulaire s'engage à faire respecter auprès de son personnel les règlements intérieurs et de sécurité propre aux différents sites.

Il sera notamment interdit au personnel du titulaire :

- d'utiliser le téléphone sans autorisation des occupants des locaux,
- d'utiliser le matériel sportif, informatique et bureautique,
- d'introduire ou de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux, aussi bien que d'y pénétrer en état d'ivresse,
- de provoquer du désordre, d'une façon quelconque, sur les lieux du travail et leurs dépendances,
- de tenir des réunions dans l'enceinte des locaux,
- de se faire aider, dans l'exécution de son travail, par une personne étrangère,
- de travailler sans la tenue déterminée par le titulaire,
- de prendre ou d'utiliser du matériel appartenant au pouvoir adjudicateur ou aux occupants des locaux.

Vêtements de travail

Le titulaire dote le personnel d'exécution d'un vêtement de travail et éventuellement de protection si cela s'avère nécessaire.

En outre, tout le personnel du titulaire intervenant sur les sites, y compris le personnel d'encadrement, devra porter en permanence un insigne spécifique de leur entreprise.

Signalisation

Chaque fois que cela sera nécessaire, le personnel devra poser les écriteaux et prendre toutes les dispositions pour assurer la signalisation et prévenir les divers usagers et le personnel occupant de la présence de zones interdites.

En cas de carence du titulaire ou en cas de danger, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de prendre toute mesure utile aux frais du titulaire, et sans mise en demeure préalable, sans que cette action puisse dégager la responsabilité du titulaire en cas d'accident.

10.6 Obligation de discrétion

Le titulaire qui, à l'occasion de la livraison, de la fourniture ou de l'exécution du présent marché a reçu communication à titre secret ou confidentiel des renseignements, documents techniques ou autres appartenant au pouvoir adjudicateur ou aux occupants du site, est tenu de maintenir secrète ou confidentielle cette communication. En outre, le non-respect de cette clause conduit à la résiliation de plein droit et sans indemnité du présent marché. Le titulaire doit s'assurer que les entreprises sous-traitantes placées sous sa responsabilité respectent cette clause.

11 - Constatation de l'exécution des prestations

11.1 - Vérifications

Les prestations faisant l'objet du présent marché sont soumises à des vérifications destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations prévues.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires et décrits dans son offre pour l'obtention du résultat défini dans le Cahier des Clauses Techniques particulières (CCTP).

Il reconnaît avoir pris connaissance de l'ensemble des contraintes liées à la réalisation des prestations.

Les opérations de vérifications et d'admission des prestations seront réalisées par le service des sports ou le service entretien, sans qu'il soit fait dérogation aux articles 24 et 25 du CCAG-FCS.

Les opérations de vérification sont effectuées à l'occasion des interventions du titulaire ou indépendamment de celles-ci. Il est ainsi dérogé à l'article 22.3 du CCAG-FCS. Elles peuvent être effectuées à tout moment, et sans que le titulaire en ait été préalablement informé par le Pouvoir Adjudicateur.

De plus, sur la demande de ce dernier une opération de vérification mensuelle pourra avoir lieu en présence du titulaire ou de son représentant.

Les vérifications se feront selon les critères d'appréciations définis au CCTP. Elles porteront sur la quantité des prestations (respect des plages horaires, personnel affecté, ...) mais aussi sur la qualité de celles-ci (matériels et produits utilisés, composition du personnel, conformité des conditions d'exécution, obligation de résultat...)

11.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 24 et 25 du CCAG-FCS. Si les prestations vérifiées correspondent aux stipulations du marché, le Pouvoir Adjudicateur prononce l'admission des prestations.

Si le résultat n'est pas atteint, le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens supplémentaires pour la réalisation à ses frais d'une prestation conforme au CCTP.

12 - Garantie des prestations

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat quant à la qualité des prestations fournies à la personne publique. Les prestations effectuées doivent correspondre aux spécifications qualitatives et quantitatives, et aux consignes régulièrement passées. Le pouvoir adjudicateur ou son représentant se réserve le droit de refuser les prestations ne satisfaisant pas aux prescriptions.

13 - Pénalités

13.1 - Pénalités de retard

Pénalités	Valeurs	Précisions
Retard constaté dans l'exécution des prestations	100 € par ½ H de retard	Applicable pour chaque personne en retard sur le site
Inexécution ou mauvaise exécution	300,00 € Par jour	Inexécution ou mauvaise exécution d'une prestation non corrigée dans les 24H de son signalement écrit (article 1.3 du CCAP) par le Pouvoir Adjudicateur Si ce manquement persiste, l'administration adressera au titulaire une lettre recommandée avec accusé de réception donnant lieu à l'application de pénalités doublées
Intervention du personnel de la collectivité pour tout défaut constaté lié à la prestation nécessitant l'intervention du personnel de la collectivité (par exemple : fenêtre ou porte ouverte, éclairage allumé, rattrapage de nettoyage ...).	100,00 €	Application au bout du 2ème écrit (article 1.3 du CCAP)
Matériel non conforme	50,00 €	Application au bout du 2ème constat écrit (article 1.3 du CCAP)
Non approvisionnement de consommables sanitaires	100,00 € Par jour et par sanitaire	Application d'office dès le constat écrit (article 1.3 du CCAP)
Introduction d'un tiers non autorisé	200,00 € Par personne	Application d'office dès le constat écrit (article 1.3 du CCAP)
Non-respect du port de la tenue	20,00 €	Application au bout du 2ème écrit (article 1.3 du CCAP)
Matériel ou produits non rangés	30,00 €	Abandon de matériel ou produits laissés en dehors des locaux mis à la disposition du titulaire. Application au bout du 2ème écrit (article 1.3 du CCAP)

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

13.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 200,00 €. Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

14 - Responsabilité du titulaire

En toutes circonstances le titulaire du marché demeure responsable de tous dommages ou accidents causés à des tiers ou des biens, lors ou par la suite de l'exécution du marché. Il fera de son affaire de toutes assurances contre les accidents de quelque nature qu'ils soient qui pourraient être occasionnés par ses installations et ses interventions, de sorte que la responsabilité du maître d'ouvrage ne soit jamais recherchée.

Le titulaire à l'entière responsabilité de ses personnels et des moyens à mettre en œuvre pour exécuter les prestations. La rémunération, les charges sociales et fiscales correspondantes et les frais inhérents à l'emploi de ce personnel sont à la charge du titulaire qui a seule compétence pour en assurer la discipline, l'inspection et la direction.

15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

16 - Résiliation du contrat

16.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 29 à 36 du CCAG-FCS. En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

16 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MONTPELLIER est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

17 - Dérogations

- L'article 4.3 du CCAP déroge à l'article 5.2.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 5.2 du CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services

- L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 22 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 23 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12 du CCAP déroge à l'article 28 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services